Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le 22/09/26
ID : 085-218502961-20260917-20260917D01-DE

COMMUNE DE TREIZE VENTS
TREIZE VENTS
85590

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le dix-sept septembre, à vingt heures, le Conseil Municipal de la commune de TREIZE-VENTS dûment convoqué le 11 septembre 2026, s'est réuni, en session ordinaire, à la salle du Conseil de la Mairie, sous la présidence de Madame DUDOGNON-HERAULT, Maire.

Nombre de conseillers en exercice 15
Nombre de conseillers présents..... 13
Absents excusés ayant donné pouvoir..... 1
Absents excusés 1

Présents : BABARIT Cyrille, BEAUFRETON Nicole, CHERON Marie-Eve, DUDOGNON-HERAULT Marielle, GOUSSE Marilyne, GUIBERT Patrice, HURTEAU Philippe, JADEAU Jean-Pierre, LARGER Caroline, MARTY Marthe, MORIN Maud, SEGUIN Manuella, WILLIAMSON Pierre.

Absents ayant donné pouvoir : POUDEROUX Renaud ayant donné pouvoir à WILLIAMSON Pierre

Absent excusé : PINEAU Stéphane

Secrétaire de séance : BABARIT Cyrille

OBJET : ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR

N° 20260917D01

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2121-8 et L2121-9 à L2121-28 ;

Vu le procès-verbal d'installation du conseil municipal du 22 mars 2026,

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de définir les modalités de son fonctionnement interne, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;

Madame le Maire rappelle aux élus l'obligation pour le conseil municipal, résultant de l'article L 2121-8 du Code général des collectivités territoriales, d'établir son règlement intérieur dans les six mois de son installation.

Elle présente au conseil municipal les principales dispositions contenues dans le projet du règlement préalablement transmis à chaque conseiller municipal.

Ce règlement intérieur constitue le cadre de référence de l'organisation des séances du conseil municipal, des conditions d'exercice du droit d'expression des élus, du fonctionnement des commissions municipales et des modalités de préparation et de tenue des réunions.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés :

- ADOPTE le règlement intérieur du conseil municipal ci-annexé

Les membres présents ont signé au registre,

Le Secrétaire,
Cyrille BABARIT
Treize-Vents - 1er Adjoint
21 sept. 2026

Le Maire,
Marielle DUDOGNON-HERAULT
Maire de Treize-Vents
21 sept. 2026

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée de l'Ile Gloriette - 44000 NANTES - Tél. : 02.40.99.46.00.) dans un délai de deux mois à compter de sa notification et / ou de sa publication conformément à l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative.

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le 22/09/26
ID : 085-218502961-20260917-20260917D01-DE



REGLEMENT DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE TREIZE-VENTS

POUR LE MANDAT 2020 - 2026

PAR LA COMMUNE DE
Treize-Vents

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260917-20260917D01-DE

SOMMAIRE

SOMMAIRE 2
Préambule 3
TITRE I - RÉUNIONS DU CONSEIL MUNICIPAL 3
Article 1 - Périodicité des séances 3
Article 2 - Convocations 3
Article 3 : L'ordre du jour 3
Article 4 : Les droits des élus locaux : l'accès aux dossiers préparatoires et aux projets de contrat et de marché 3
Article 5 - Le droit d'expression des élus 4
TITRE II - TENUE DES REUNIONS DU CONSEIL MUNICIPAL 4
Article 7 – Rôle du maire, président de séance 4
Article 8- Quorum 5
Article 10 - Secrétariat des réunions du conseil municipal 5
Article 14 - Police de l'assemblée 6
TITRE III - DÉBATS ET VOTES 6
Article 15 - Organisation des débats 6
Article 16 - Suspension de séance 6
Article 17 - Modalités de vote 6
TITRE IV - PROCÈS-VERBAUX ET PUBLICITÉ DES ACTES 7
Article 18 - Procès-verbal 7
Article 19 – Publicité 7
TITRE V - EXPRESSION DES ÉLUS 7
Article 20 - Bulletin municipal 7
TITRE VI - DISPOSITIONS FINALES 8
Article 21 - Modification du règlement 8
Article 22 – Application 8
Article 23 : Autre 8

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260917-20260917D01-DE

PREAMBULE

Le présent règlement intérieur est adopté en application de l'article L.2121-8 du Code général des collectivités territoriales.
Il fixe les modalités de fonctionnement du conseil municipal dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

TITRE I - RÉUNIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Article 1 - Périodicité des séances

Le conseil municipal se réunit au moins une fois par trimestre sur convocation du maire.
Le maire peut réunir le conseil aussi souvent que les affaires l'exigent.
Le maire est tenu de le convoquer chaque fois qu'il en est requis par une demande écrite indiquant les motifs et le but de la convocation et signée par un tiers des membres du conseil municipal.

Article 2 - Convocations

Toute convocation est faite par le maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée.
Elle est transmise de manière dématérialisée ou, si les conseillers municipaux en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse trois jours francs au moins avant celui de la réunion.

En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le maire sans pouvoir être inférieur à un jour franc.

Le maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion de tout ou partie à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Article 3 : L'ordre du jour

Le maire fixe l'ordre du jour.

Dans le cas où la séance se tient sur demande du tiers des membres du conseil, le maire est tenu de mettre à l'ordre du jour les affaires qui font l'objet de la demande.

Article 4 - Les droits des élus locaux : l'accès aux dossiers préparatoires et aux projets de contrat et de marché

Tout membre du conseil a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération.

Les conseillers municipaux ont accès aux dossiers préparatoires aux délibérations dès l'envoi de la convocation.

Les dossiers sont consultables en mairie pendant les heures d'ouverture.

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260917-20260917D01-DE

Toute demande complémentaire d'information est adressée au maire.

Article 5 - Le droit d'expression des élus

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-19 du Code général des collectivités territoriales, les conseillers municipaux ont le droit d'exposer en séance du conseil municipal des questions orales ayant trait aux affaires de la commune.

Les questions orales sont adressées au Maire par écrit (courrier ou courriel) au moins 48 heures avant la séance du conseil municipal. Elles doivent être formulées de manière concise et ne comporter aucune imputation d'ordre personnel.

Le Maire en accuse réception et communique la liste des questions aux membres du conseil municipal avec les documents préparatoires à la séance ou, à défaut, au début de celle-ci.

Les questions orales sont examinées à la fin de l'ordre du jour de la séance, sauf décision contraire du Maire.

Les questions déposées après expiration du délai susvisé sont traitées à la réunion ultérieure la plus proche.

L'auteur de la question dispose de trois minutes maximum pour la présenter. La réponse de l'exécutif municipal ne peut excéder cinq minutes.

Les questions orales ne donnent pas lieu à débat ni à vote. Toutefois, le Maire peut autoriser une brève réplique de l'auteur de la question d'une durée maximale de deux minutes.

Lorsque la question nécessite des recherches ou des éléments complémentaires ne permettant pas une réponse immédiate, une réponse écrite peut être apportée dans un délai raisonnable et portée à la connaissance de l'ensemble des conseillers municipaux.

À la demande d'au moins un dixième des membres du conseil municipal, un débat portant sur la politique générale de la commune est inscrit à l'ordre du jour de la réunion suivante du conseil municipal, dans les conditions prévues par l'article L.2121-19 du CGCT. Ce dispositif ne peut donner lieu à l'organisation de plus d'un débat par an.

TITRE II - TENUE DES REUNIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Article 6 : Les commissions

Les commissions instruisent les affaires qui leur sont soumises par le maire et en particulier, préparent les rapports relatifs aux projets de délibérations intéressant leur secteur d'activités ; elles émettent des avis car elles ne disposent pas de pouvoir décisionnel.

Les commissions peuvent entendre, en tant que de besoin, des personnalités qualifiées.

Chaque membre du conseil est membre d'au moins une commission.

Le maire préside les commissions. Lors de la première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché.

Si nécessaire, le conseil peut décider de créer une commission spéciale en vue d'examiner une question particulière.

Les séances des commissions permanentes et des commissions spéciales ne sont pas publiques sauf décision contraire du maire et de la majorité des membres de la commission concernée.

Article 7 – Rôle du maire, président de séance

Le maire, et à défaut celui qui le remplace, préside le conseil municipal.

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260917-20260917D01-DE

Toutefois, la réunion au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Maire est présidée par le plus âgé des membres du conseil municipal.

Le maire :

- Vérifie le quorum et la validité des pouvoirs,
- Ouvre la réunion, dirige les débats,
- Accorde la parole,
- Rappelle les orateurs à la question,
- Met aux voix les propositions et les délibérations, dépouille les scrutins, juge conjointement avec le ou les secrétaires les preuves des votes, en proclame les résultats.
- Prononce l'interruption des débats ainsi que la clôture de la réunion.

Article 8- Quorum

Le conseil municipal ne peut délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice est physiquement présente à la séance. Le quorum s'apprécie à l'ouverture de la séance.

Au cas où des membres du conseil municipal se retireraient en cours de réunion, le quorum serait vérifié avant la mise en délibéré des questions suivantes.

Les procurations n'entrent pas dans le calcul du quorum.

Si, après une première convocation régulière, le conseil municipal ne s'est pas réuni en nombre suffisant, le Maire adresse aux membres du conseil une seconde convocation à 3 jours au moins d'intervalle. Cette seconde convocation doit expressément indiquer les questions à l'ordre du jour et mentionner que le conseil pourra délibérer sans la présence de la majorité de ses membres.

Article 9 – Pouvoirs/procuration de vote

En l'absence du conseiller municipal, celui-ci peut donner à un autre membre du conseil municipal de son choix un pouvoir écrit de voter en son nom.

Un même membre ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Celui-ci est toujours révocable.

Les pouvoirs sont remis, au plus tard, au Maire au début de la réunion.

Article 10 - Secrétariat des réunions du conseil municipal

Au début de chaque séance, le conseil municipal désigne un secrétaire de séance parmi ses membres.

Le secrétaire assiste le maire pour la vérification du quorum, la validité des pouvoirs, les opérations de vote et le dépouillement des scrutins.

Article 11 : Communication locale

Les réunions peuvent être retransmises par tout moyen de communication audiovisuelle.
Pour le reste, les dispositions du code général des collectivités territoriales s'appliquent.

Article 12 : Présence du public

Les réunions du conseil municipal sont publiques.

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260917-20260917D01-DE

Article 13 : Réunion à huis clos

A la demande du maire ou de trois membres du conseil, le conseil municipal peut décider, sans débat, d'une réunion à huis clos. La décision est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

Article 14 - Police de l'assemblée

Le maire assure la police de l'assemblée.
Il veille au bon déroulement des débats et peut notamment :

- Rappeler à l'ordre tout intervenant ;
- Suspendre la séance ;
- Faire évacuer toute personne troublant l'ordre public.

TITRE III - DÉBATS ET VOTES

Article 15 - Organisation des débats

Le Maire ouvre, dirige et clôt les débats.

Le maire peut proposer une modification de l'ordre des points soumis à délibération. Un membre du conseil peut également demander cette modification. Le conseil accepte ou non, à la majorité absolue, ce type de propositions.

Chaque point est résumé oralement par le Maire ou par un rapporteur désigné par le maire.

Le Maire donne la parole aux membres du conseil qui la demandent dans l'ordre des demandes.
Les interventions doivent porter sur l'affaire examinée.

Article 16 - Suspension de séance

Une suspension de séance peut être demandée par le maire ou par un tiers des membres présents.
La durée est fixée par le maire.

Article 17 - Modalités de vote

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Les bulletins nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

En cas de partage, la voix du maire est prépondérante *(sauf pour les votes à bulletin secret)*.

En cas d'élection, le vote a lieu à la majorité absolue aux deux premiers tours de scrutin et à la majorité relative des suffrages exprimés, si un troisième tour de vote est nécessaire. A égalité des voix, l'élection est acquise au plus âgé des candidats.

En dehors du scrutin secret, le mode habituel est le vote à main levée. Le vote secret est appliqué à la demande du tiers des membres de l'assemblée municipale.

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260917-20260917D01-DE

TITRE IV - PROCÈS-VERBAUX ET PUBLICITÉ DES ACTES

Article 18 - Procès-verbal

Le secrétaire de séance rédige le procès-verbal.
Celui-ci mentionne :

- Les membres présents ;
- Les pouvoirs ;
- Les délibérations examinées ;
- Le sens des votes ;
- Les décisions adoptées.

Les délibérations sont inscrites dans l'ordre chronologique de leur adoption dans le registre réservé à cet effet.
Elles sont signées par le maire et le secrétaire de séance.

Le procès-verbal est arrêté lors de la séance suivante.

Article 19 – Publicité

Les délibérations et décisions sont publiées ou affichées conformément aux dispositions légales en vigueur.

TITRE V - EXPRESSION DES ÉLUS

Article 20 - Bulletin municipal

a) Principe

L'article L 2121-27-1 du CGCT dispose :

« Dans les communes de 1 000 habitants et plus, lorsque des informations générales sur les réalisations et sur la gestion du conseil municipal sont diffusées par la commune, un espace est réservé à l'expression des conseillers élus sur une liste autre que celle ayant obtenu le plus de voix lors du dernier renouvellement du conseil municipal ou ayant déclaré ne pas appartenir à la majorité municipale.

Le procureur de la République du ressort de la cour d'appel compétent sur le territoire de la commune peut, dans les conditions prévues au premier alinéa du présent article et dans le respect de l'article 11 du code de procédure pénale, diffuser dans un espace réservé toute communication en lien avec les affaires de la commune.

Les modalités d'application du présent article sont définies par le règlement intérieur du conseil municipal. »

Ainsi le bulletin d'information comprendra un espace réservé à l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité et ce dans les conditions suivantes :

- 1 page par numéro

b) Modalité pratique

Le maire ou la personne désignée par lui se charge de prévenir le ou les groupes représentés au sein du conseil municipal au moins 5 jours avant la date limite de dépôt en mairie des textes et photos prévus pour le journal municipal.

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260917-20260917D01-DE

c) Responsabilité

Le maire est le directeur de la publication. La règle qui fait du directeur de publication l'auteur principal du délit commis par voie de presse est impérative. Elle signifie que le responsable de la publication a un devoir absolu de contrôle et de vérification qui, s'il n'est pas assuré dans sa plénitude, implique l'existence d'une faute d'une négligence ou d'une volonté de nuire. Par conséquent, le maire, directeur de la publication, se réserve le droit, le cas échéant, lorsque le texte proposé par le ou les groupes d'opposition, est susceptible de comporter des allégations à caractère injurieux ou diffamatoire, d'en refuser la publication. Dans ce cas, le groupe *(ou selon le cas, les groupes)* en sera immédiatement avisé.

TITRE VI - DISPOSITIONS FINALES

Article 21 - Modification du règlement

Le présent règlement peut être modifié par délibération du conseil municipal.

Article 22 – Application

Le présent règlement entre en vigueur dès son adoption par le conseil municipal.

Article 23 : Autre

Pour toute autre disposition il est fait référence aux dispositions du code général des collectivités territoriales.

Délibéré et adopté par le conseil municipal de Treize-Vents en séance du 17 septembre 2026

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le 2026-22/03
ID : 085-218502961-20260917-20260917D02-DE

COMMUNE DE TREIZE VENTS
TREIZE VENTS
85590

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le dix-sept septembre, à vingt heures, le Conseil Municipal de la commune de TREIZE-VENTS dûment convoqué le 11 septembre 2026, s'est réuni, en session ordinaire, à la salle du Conseil de la Mairie, sous la présidence de Madame DUDOGNON-HERAULT, Maire.

Nombre de conseillers en exercice 15
Nombre de conseillers présents..... 13
Absents excusés ayant donné pouvoir..... 1
Absents excusés 1

Présents : BABARIT Cyrille, BEAUFRETON Nicole, CHERON Marie-Eve, DUDOGNON-HERAULT Marielle, GOUSSE Marilyne, GUIBERT Patrice, HURTEAU Philippe, JADEAU Jean-Pierre, LARGER Caroline, MARTY Marthe, MORIN Maud, SEGUIN Manuella, WILLIAMSON Pierre.

Absents ayant donné pouvoir : POUDEROUX Renaud ayant donné pouvoir à WILLIAMSON Pierre

Absent excusé : PINEAU Stéphane

Secrétaire de séance : BABARIT Cyrille

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT FIXANT LES MODALITES DE GESTION D'ENTRETIEN ET DE MISE A DISPOSITION ENTRE LES COMMUNES DE TREIZE-VENTS ET MALLIEVRE
N°20260917D02

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L2121-29 et L5221-1 ;

Considérant que l'entretien des chemins et banquettes limitrophes entre les communes de Treize-Vents et Mallièvre présente un intérêt commun ;

Considérant qu'il convient de formaliser les modalités de mise à disposition de moyens humains et matériels entre les deux collectivités ainsi que les conditions de remboursement des frais engagés ;

Madame le Maire expose au Conseil municipal que les communes de Treize-Vents et de Mallièvre souhaitent formaliser leur coopération pour l'entretien des banquettes et dépendances de voirie situées à proximité de leurs limites territoriales.

Dans un objectif de bonne gestion des deniers publics, de rationalisation des interventions techniques et d'amélioration de l'entretien du domaine public, il est proposé de conclure une convention permettant aux communes de mettre réciproquement à disposition des moyens matériels et humains nécessaires à la réalisation de travaux d'entretien.

Le projet de convention à intervenir avec la commune de Mallièvre est présenté aux membres du Conseil Municipal.

La convention prévoit notamment que la commune bénéficiaire remboursera à la commune prêteuse les frais engagés selon les modalités suivantes :

- 22 € par heure d'intervention d'un agent communal ;
- 12 € par heure de mise à disposition des équipements et matériels communaux.

Les prestations effectuées feront l'objet d'un relevé des heures réalisées servant de base à la facturation.

Après avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal décide :

- **D'APPROUVER** les termes de la convention de partenariat entre la commune de Treize-Vents et la commune de Mallièvre fixant les modalités de gestion et d'entretien et de mise à disposition de moyens matériels et humains

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260917-20260917D02-DE

- **D'ACCEPTER** les modalités financières prévues par ladite convention, à savoir :
  - 22 € par heure d'intervention d'un agent communal ;
  - 12 € par heure de mise à disposition des équipements et matériels.

- **D'AUTORISER** Madame le Maire à signer la convention annexée ainsi que tout document nécessaire à son exécution.

Les membres présents ont signé au registre

Le Secrétaire,
Cyrille BABARIT
Treize-Vents - 1er Adjoint
21 sept. 2026

Le Maire,
Marielle DUDOGNON-HERAULT
Maire de Treize-Vents
21 sept. 2026

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée de l'Ile Gloriette - 44000 NANTES - Tél. : 02.40.99.46.00.) dans un délai de deux mois à compter de sa notification et / ou de sa publication conformément à l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative.

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le 22/09/26
ID : 085-218502961-20260917-20260917D02-DE

Convention de partenariat fixant les modalités de gestion d'entretien et de mise à disposition entre les communes de Treize-Vents et de Mallièvre

ENTRE

La Commune de Mallièvre, représentée par le Maire, Monsieur Guillaume JEAN, agissant en vertu d'une délibération du .....

ET

La commune de Treize-Vents, représentée par le Maire, Madame Marielle DUDOGNON-HERAULT, agissant en vertu d'une délibération du ....

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Dans le cadre de leurs compétences respectives en matière d'entretien des voiries et chemins comprenant notamment l'entretien des banquettes, les Communes de Mallièvre et de Treize-Vents ont décidé de se rapprocher en vue de convenir d'un accord sur l'entretien des voiries et chemins limitrophes aux deux communes.

Par ailleurs, pour les besoins d'entretien, les communes sont amenées à se prêter du matériel.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs des communes de Mallièvre et de Treize-Vents quant à l'entretien des chemins (fauchage)et banquettes en bordures des voies publiques limitrophes aux deux territoires.

Elle a également pour objet de définir les conditions de mise à disposition par la commune prêteuse d'équipements communaux à la commune bénéficiaire. Il s'agit des équipements suivants :

- Matériel susceptible d'être prêté appartenant à la commune de Treize-Vents :
  - Camion benne
  - Fourgon
  - Tracteur

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE LA COMMUNE DE MALLIEVRE QUANT A L'ENTRETIEN DES VOIES ET CHEMINS

Afin d'optimiser l'organisation des services techniques de chaque commune et la bonne gestion de l'entretien des abords des voies publiques et chemins, il est convenu que la commune de Mallièvre assure l'entretien des accotements et banquettes situés le long des voies et chemins situés sur la commune de Treize-Vents conformément au plan joint en annexe et cités ci-après :

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260917-20260917D02-DE

- Route de Froment,
- Route de Saint-Jacques,
- Chemin de le Noue,
- Chemin de Baillarge,
- Sentier des Ménicles vers Poupet (en dehors des prairies, dont l'entretien reste à la charge de Treize-Vents)

L'entretien se fera de 3 à 4 fois par an et en fonction des conditions climatiques après échange entre les services techniques de chaque commune.

La commune de Mallièvre s'engage à transmettre les heures passées à l'entretien de la commune de Treize-Vents au moins une fois par trimestre.

La voirie reste entretenue par la commune propriétaire et la liste ci-dessus de ce qui est entretenue par la commune de Mallièvre sur le territoire de Treize-Vents est exhaustive.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE LA COMMUNE DE TREIZE-VENTS QUANT A L'ENTRETIEN DES VOIES ET CHEMINS

Il est convenu que la commune de Treize-Vents participe, selon la disponibilité des agents, à l'entretien de la commune de Mallièvre à la demande de la commune de Mallièvre.

La commune de Treize-Vents s'engage à transmettre les heures passées à l'entretien de la commune de Mallièvre au moins une fois par trimestre.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS RECIPROQUES DES COMMUNES QUANT AUX EQUIPEMENTS PRETES

La commune bénéficiaire s'engage à utiliser les équipements prêtés dans le respect des règles d'usage et de sécurité. La mise à disposition ne peut en aucun cas être sous-traitée à un tiers.

La commune bénéficiaire s'engage à prendre soin des équipements mis à disposition et à signaler immédiatement toute panne ou détérioration à la commune prêteuse.

Les frais d'entretien courant sont à la charge de la commune prêteuse, sauf en cas de mauvaise utilisation par la commune bénéficiaire.

La demande de prêt de matériel et d'intervention des agents techniques devra être anticipée d'au moins 1 semaine.

ARTICLE 5 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du temps passé à l'entretien de la commune voisine et de la mise à disposition des équipements, la commune bénéficiaire s'engage à verser à la commune prêteuse les sommes suivantes :

- 12 €/heure pour la mise à disposition des équipements
- 22 €/heure pour l'intervention d'un agent

Le coût total de chaque intervention est déterminé sur la base du relevé contradictoire des heures réalisées.

Les montants indiqués pourront être révisés par avenant signé par les deux parties.

Les paiements s'effectueront sur présentation d'une facture établie par la commune prêteuse.

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260917-20260917D02-DE

ARTICLE 6 : DUREE

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée initiale d'UN (1) an, à compter de sa signature.

Elle sera renouvelée par tacite reconduction.

La convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment. La résiliation intervient à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 : MODIFICATION

Toute modification dans le fonctionnement de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé.

ARTICLE 8 : RESPONSABILITES-ASSURANCES

Les interventions de chaque commune sur le territoire de l'autre sont placées sous leur responsabilité exclusive. Chaque commune demeure responsable des dommages causés par ses agents dans l'exercice de leurs missions.

La commune bénéficiaire est responsable des dommages causés aux équipements pendant la durée de leur utilisation. Elle s'engage à souscrire une assurance couvrant les risques liés à l'utilisation desdits équipements et à en fournir une attestation à la commune prêteuse.

La commune bénéficiaire demeure responsable de la signalisation et de la sécurité relevant de son domaine communal lorsque les travaux sont réalisés sur son territoire.

ARTICLE 9 : DIFFERENDS ET LITIGES

Tout différend dans l'application de la présente convention fait l'objet d'une concertation préalable entre les signataires.

Si, à l'issue de cette concertation, aucune solution ne permet de résoudre les difficultés rencontrées, la convention est résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à TREIZE-VENTS, en deux exemplaires originaux, le .....

Pour la commune de MALLIEVRE,

Le Maire

Guillaume JEAN

Pour la commune de Treize-Vents

Le Maire,

Marielle DUDOGNON-HERAULT

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260917-20260917D02-DE

Vents

Lieux-dits

Linéaire divers

Chemins

Flèche de rattachement de n° parcellaire

Représentation du symbole d'église

Terrains de sport, trottoirs, petits ruisseaux et fossés

Divers

Surfacique divers

Etang, lac, piscine

Cimetière

Piscine

Tronçon de cours d'eau

Section cadastrale

Subdivision fiscale

Bâtiments

Dur

Léger

Parcelle

Commune

N



Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le 22/09/26
ID : 085-218502961-20260917-20260917D03-DE

COMMUNE DE TREIZE VENTS
TREIZE VENTS
85590

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le dix-sept septembre, à vingt heures, le Conseil Municipal de la commune de TREIZE-VENTS dûment convoqué le 11 septembre 2026, s'est réuni, en session ordinaire, à la salle du Conseil de la Mairie, sous la présidence de Madame DUDOGNON-HERAULT, Maire.

Nombre de conseillers en exercice 15
Nombre de conseillers présents..... 13
Absents excusés ayant donné pouvoir..... 1
Absents excusés 1

Présents : BABARIT Cyrille, BEAUFRETON Nicole, CHERON Marie-Eve, DUDOGNON-HERAULT Marielle, GOUSSE Marilyne, GUIBERT Patrice, HURTEAU Philippe, JADEAU Jean-Pierre, LARGER Caroline, MARTY Marthe, MORIN Maud, SEGUIN Manuella, WILLIAMSON Pierre.

Absents ayant donné pouvoir : POUDEROUX Renaud ayant donné pouvoir à WILLIAMSON Pierre

Absent excusé : PINEAU Stéphane

Secrétaire de séance : BABARIT Cyrille

OBJET : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE MOYENS MATERIELS ET HUMAINS DANS LE CADRE DU PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE (PCS)

N°20260917D03

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2212-4 relatifs aux pouvoirs de police du maire en matière de sécurité, de sûreté et de salubrité publiques ;

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment son article L.731-3 disposant que le Plan Communal de Sauvegarde détermine les mesures de sauvegarde et de protection des populations ainsi qu'il recense les moyens disponibles pour faire face aux situations de crise ;

Vu le Code de la sécurité intérieure relatif à l'organisation de la sécurité civile et à la protection générale des populations ;

Vu le décret n° 2022-907 du 20 juin 2022 relatif au Plan Communal de Sauvegarde et au Plan Intercommunal de Sauvegarde ;

Vu l'arrêté municipal n°20260908G01 du 8 septembre 2026 portant révision du Plan Communal de Sauvegarde de la commune de Treize-Vents,

Considérant que le maire est responsable de la mise en œuvre des mesures de sauvegarde sur le territoire communal ;

Madame le Maire explique ce qu'est un plan communal de sauvegarde (PCS) et présente celui de la commune tel qu'il a été révisé, à l'ensemble des membres du Conseil Municipal.

Le PCS de la commune prévoit notamment le recensement des moyens publics et privés susceptibles d'être mobilisés lors d'événements majeurs affectant la population.

Dans le cadre de la révision du PCS, elle explique l'intérêt de formaliser les modalités de mobilisation des matériels, engins, équipements et moyens humains détenus par les agriculteurs, entreprises, associations et autres acteurs locaux afin de renforcer la capacité de réponse de la commune en cas de crise.

C'est pourquoi, elle présente un projet de convention à intervenir avec les différents acteurs locaux, qu'elle propose d'approuver.

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260917-20260917D03-DE

La convention a pour objet de définir les modalités selon lesquelles les partenaires acceptent de mettre à disposition certains matériels dont ils disposent afin de contribuer à la gestion des situations d'urgence sur le territoire communal.

Cette convention ne crée aucune obligation de résultat pour le partenaire.
La mise à disposition des matériels est réalisée à titre gracieux dans un esprit de solidarité communale.

Après avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal :

- **PREND ACTE** de la révision du Plan communal de Sauvegarde

- **APPROUVE** le principe du recours aux moyens matériels et humains appartenant aux agriculteurs, entreprises, associations et autres partenaires locaux recensés dans le cadre du Plan Communal de Sauvegarde.

- **APPROUVE** les termes de la convention de mise à disposition annexée à la présente délibération.

- **AUTORISE** Madame le Maire ou le 1er adjoint à signer toute convention de mise à disposition de matériels et/ou de moyens humains avec les partenaires volontaires recensés dans le PCS de la commune, ainsi que tout avenant n'ayant pas pour effet de modifier l'économie générale de la convention.

- **PRECISE** que ces conventions ont pour objet de définir les modalités de mobilisation des moyens privés susceptibles d'être utilisés lors de la mise en œuvre du Plan Communal de Sauvegarde ou lors de toute situation nécessitant l'exercice des pouvoirs de police du maire en matière de sécurité civile.

- **PREVOIT** que les conventions seront conclues à titre gracieux

- **CHARGE** Madame le Maire de tenir à jour le recensement des partenaires et des moyens mobilisables figurant dans le PCS.

Les membres présents ont signé au registre

Le Secrétaire,
Cyrille BABARIT
Treize-Vents - 1er Adjoint
21 sept. 2026

Le Maire,
Marielle DUDOGNON-HERAULT
Maire de Treize-Vents
21 sept. 2026

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée de l'Ile Gloriette - 44000 NANTES - Tél. : 02.40.99.46.00.) dans un délai de deux mois à compter de sa notification et / ou de sa publication conformément à l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative.

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le 22/09/26
ID : 085-218502961-20260917-20260917D03-DE

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE MATÉRIELS DANS LE CADRE DU PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE

Entre les soussignés

La Commune de Treize-Vents représentée par son Maire, Madame Marielle DUDOGNON-HERAULT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la délibération n°.....,

Ci-après dénommée « la Commune »,

Et

M./Mme / Société / Association : .....
Adresse : .....
Représenté(e) par : .....
Téléphone : ..... Courriel : .....

Ci-après dénommé(e) « le Partenaire ».

Ensemble dénommés « les Parties ».

Préambule

Dans le cadre du Plan Communal de Sauvegarde de la commune de Treize-Vents, la Commune a recensé les moyens humains et matériels susceptibles d'être mobilisés en situation de crise ou d'événement exceptionnel affectant la population.

La présente convention a pour objet de définir les modalités selon lesquelles le Partenaire accepte de mettre à disposition certains matériels dont il dispose afin de contribuer à la gestion des situations d'urgence sur le territoire communal.

Cette convention s'inscrit dans une démarche de solidarité locale et ne crée aucune obligation de résultat pour le Partenaire.

La présente convention ne constitue pas une délégation de service public, ni un marché public, ni une réquisition au sens des dispositions du Code de la sécurité intérieure. Elle

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260917-20260917D03-DE

organise uniquement les modalités de coopération volontaire e[illegible] la mise en œuvre des missions de sauvegarde relevant Sauvegarde.

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles le Partenaire peut mettre à disposition de la Commune les matériels recensés au PCS lors:

- D'événements climatiques exceptionnels ;
- D'inondations ;
- De tempêtes ;
- D'épisodes neigeux ;
- De feux ou risques technologiques ;
- De coupures importantes des réseaux ;
- Ou de toute autre situation nécessitant l'activation du PCS.

Article 2 – Matériels/moyens mobilisables

a) Matériel

Le Partenaire déclare pouvoir mettre à disposition, sous réserve de disponibilité au moment de la demande, les matériels suivants :

Exemples : tracteur, tractopelle, groupe électrogène, pompe, citerne, benne, camion, engin de levage, tronçonneuse, matériel de signalisation...

Désignation du matériel	Quantité	Caractéristiques (puissance, capacité...)	Délai de mise à dispo.

Cette liste pourra être actualisée à tout moment par simple échange écrit entre les Parties.

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260917-20260917D03-DE

b) Compétences / savoir-faire mobilisables (facultatif)

Ex. : conduite d'engins, travaux électriques, transport, hébergement, restauration collective...

Article 3 - Conditions de mobilisation

La décision de mobilisation relève du Maire ou de son représentant dans le cadre de la mise en œuvre du PCS.

La demande est effectuée par téléphone, SMS, courrier électronique ou tout autre moyen permettant de joindre le Partenaire.

Le Partenaire demeure libre d'accepter ou de refuser la mise à disposition sollicitée en fonction :

- De la disponibilité des matériels ;
- De ses contraintes professionnelles ;
- Des conditions de sécurité ;
- Ou de tout autre motif légitime.

Aucune pénalité ne pourra être appliquée en cas d'indisponibilité.

Article 4 - Conditions d'utilisation

Les matériels sont utilisés exclusivement pour les besoins liés à la gestion de l'événement ayant motivé leur mobilisation.

Ils demeurent la propriété exclusive du Partenaire.

Le Partenaire peut :

- Mettre à disposition le matériel seul ;
- Mettre à disposition le matériel avec conducteur ou opérateur.

Article 5 - Sécurité des interventions

La Commune veille à ce que les missions confiées s'effectuent dans des conditions compatibles avec la sécurité des personnes et des biens.

Le conducteur ou opérateur demeure responsable du respect :

- Du Code de la route ;
- De la réglementation applicable à son activité ;

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260917-20260917D03-DE

- Des règles de sécurité relatives à l'utilisation du matériel

Le Partenaire peut interrompre son intervention s'il estime que les conditions de sécurité ne sont plus réunies.

Article 6 - Assurances et responsabilités

Chaque Partie déclare être titulaire des assurances nécessaires couvrant les dommages pouvant résulter de son activité.

Le Partenaire conserve la responsabilité des dommages résultant d'un défaut de fonctionnement du matériel ou d'une faute de sa part.

La Commune est responsable des dommages causés à des tiers du fait des missions qu'elle organise dans le cadre du PCS.

En cas de sinistre, les Parties s'engagent à informer sans délai leurs assureurs respectifs.

Article 7 - Modalités financières

La mise à disposition des matériels est réalisée à titre gracieux dans un esprit de solidarité communale.

Article 8 - Recensement et mise à jour des informations

Le Partenaire s'engage à informer la Commune de toute modification concernant :

- Ses coordonnées ;
- Les matériels recensés ;
- Les conditions d'utilisation des matériels.

Une mise à jour du recensement pourra être réalisée annuellement.

En signant cette convention, le partenaire accepte que ses informations personnelles soient utilisées dans le cadre du PSC et la commune s'engage à utiliser ces données exclusivement pour la préparation et la gestion des situations de crise.

Article 9 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de :

☐ 1 an

☐ 3 ans

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260917-20260917D03-DE

☐ durée indéterminée

à compter de sa signature.

Elle est renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation par l'une des Parties.

Article 10 - Résiliation

La convention peut être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des Parties par courrier ou courrier électronique avec un préavis d'un mois.

Article 11 - Litiges

Les Parties rechercheront préalablement toute solution amiable.

À défaut d'accord amiable, le litige relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nantes.

Fait à Treize-Vents, le .....

Pour la Commune
Le Maire,
Marielle DUDOGNON-HERAULT

Pour le Partenaire
Nom/Qualité/Signature

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260917-20260917D03-DE

Treize Vents

Annexe 1 - Fiche PCS de recensement des moyens

Identité du partenaire

- Nom :
- Adresse :
- Téléphone :
- Portable :
- E-mail :

Personne à contacter en priorité

- Nom :
- Téléphone :
- Mail :

Disponibilité habituelle

- Journée : Oui / Non
- Nuit : Oui / Non
- Week-end : Oui / Non

Observations particulières

.....
.....
.....

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le 22/09/26
ID : 085-218502961-20260917-20260917D04-DE

COMMUNE DE TREIZE VENTS
TREIZE VENTS
85590

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le dix-sept septembre, à vingt heures, le Conseil Municipal de la commune de TREIZE-VENTS dûment convoqué le 11 septembre 2026, s'est réuni, en session ordinaire, à la salle du Conseil de la Mairie, sous la présidence de Madame DUDOGNON-HERAULT, Maire.

Nombre de conseillers en exercice 15
Nombre de conseillers présents 13
Absents excusés ayant donné pouvoir 1
Absents excusés 1

Présents : BABARIT Cyrille, BEAUFRETON Nicole, CHERON Marie-Eve, DUDOGNON-HERAULT Marielle, GOUSSE Marilyne, GUIBERT Patrice, HURTEAU Philippe, JADEAU Jean-Pierre, LARGER Caroline, MARTY Marthe, MORIN Maud, SEGUIN Manuella, WILLIAMSON Pierre.

Absents ayant donné pouvoir : POUDEROUX Renaud ayant donné pouvoir à WILLIAMSON Pierre

Absent excusé : PINEAU Stéphane

Secrétaire de séance : BABARIT Cyrille

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION CALYPSO POUR L'ANIMATION DE L'ESPACE JEUNES L'ENTREPOTES ET DE L'ACCUEIL DE LOISIRS ADOLESCENTS

N°20260917D04

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2121-29 ;

Considérant que la commune souhaite développer et soutenir les actions en faveur de la jeunesse sur son territoire ;

Considérant l'intérêt communal qui s'attache à la mise en œuvre d'activités éducatives, culturelles, sportives et de loisirs à destination des adolescents ;

Considérant que l'association Calypso dispose des compétences, des moyens humains et de l'expérience nécessaires à l'animation de l'Espace Jeunes ;

Madame le Maire rappelle qu'il a été jugé opportun de pouvoir proposer aux jeunes treize-ventais un lieu d'accueil et d'échanges et que l'association Calypso propose de répondre à ce besoin en offrant un service d'animation à destination des jeunes.

L'objectif de cette proposition à destination des jeunes est notamment de :

- Favoriser l'accès des jeunes aux activités éducatives, culturelles, sportives et de loisirs ;
- Encourager la citoyenneté, l'autonomie et le vivre ensemble ;
- Proposer des animations adaptées aux besoins et attentes des adolescents du territoire ;
- Contribuer à l'attractivité et à la cohésion sociale de la commune.

Elle rappelle qu'une convention avait été signée en 2023, 2024, 2025 et qu'une nouvelle convention doit être signée en 2026 afin que le service se poursuive.

Madame le Maire présente le projet de convention à intervenir avec l'association Calypso définissant notamment le budget, les modalités de financement et les engagements de chacun.

La CAF s'étant engagée auprès de Calypso à participer au financement de l'espace jeunes jusqu'en 2028, il est proposé que la commune s'engage sur cette même période et de fixer le terme de la convention à intervenir auprès de Calypso au 31 décembre 2028.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés :

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260917-20260917D04-DE

- APPROUVE les termes de la convention de partenariat à conclure avec l'association Calypso pour l'animation et la gestion de l'Espace Jeunes pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2028, telle qu'annexée à la présente délibération

- AUTORISE Madame le Maire à signer la convention à intervenir avec l'association Calypso et à entreprendre toutes les démarches nécessaires à la présente affaire

Les membres présents ont signé au registre,

Le Secrétaire,
Cyrille BABARIT
Treize-Vents - 1er Adjoint
21 sept. 2026

Le Maire,
Mariélle DUDOGNON-HERAULT
Maire de Treize-Vents
21 sept. 2026

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée de l'Ile Gloriette - 44000 NANTES - Tél. : 02.40.99.46.00.) dans un délai de deux mois à compter de sa notification et / ou de sa publication conformément à l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative.

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le 22/09/26
ID : 085-218502961-20260917-20260917D04-DE

CALYPSO
FAIT GRANDIR VOS ENFANTS

www.calypsopouzauges.fr
02 51 57 06 65
calypso.pouzauges@cegetel.net

Nos activités

Accueil de loisirs 3 – 12 ans
La courte échelle Pouzauges

Petite Enfance
Multi accueil L'Arbre à Lune Pouzauges
Jardin d'enfants Mini Pousses Pouzauges
Micro crèche Bidibulle Sèvremont

Séjours de vacances 4 - 17 ans
Mer
Campagne
Montagne
Etranger

Tourisme Social
Les Gatinelles
Centre de vacances
20 avenue de la plage
85470 Brétignolles sur mer
Ouvert toute l'année
Camping
17 avenue de Verdun
85470 Brétignolles sur mer
Ouvert toute l'année
Les Amarres
Centre de vacances
5 rue de la Chapelle
85800 Saint Gilles Croix de Vie
Ouvert toute l'année

Animations itinérantes
Structures gonflables
Goûters d'anniversaire
Animation pour enfants lors :
des fêtes de familles
des assemblées générales
des arbres de Noël

Partenariats
Accueils de loisirs :
Les Petites Canailles Saint Mesmin
Sans Soucis Monsireigne
L'Ile aux enfants Chavagnes Les Redoux
Les Petits Lutins Treize Vents
La fabrik'à rires Montournais
Périscolaire Menomblet

T.A.P.
Mairie De Montournais

Animation jeunesse
Mairie De Montournais
Mairie de Treize Vents Mallièvre

Séniors
Hameau Marguerite Rousseau
Montournais

CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'ANIMATION DE L'ESPACE JEUNES L'ENTREPOTES ET DE L'ACCUEIL DE LOISIRS ADOLESCENTS

Entre l'association Calypso représentée par son président Monsieur Laurent Dugast,

Et La municipalité de Treize vents représentée par sa maire Madame Marielle Dudognon-Hérault.

Article 1 : Objet

L'association Calypso anime l'espace jeunes l'Entrepotes et l'accueil de loisirs en partenariat avec la municipalité de Treize vents du 1 janvier 2026 au 31 décembre 2028.

Article 2 : Descriptif

L'association Calypso gère l'ensemble de l'activité pédagogique :

- Gestion des inscriptions et du planning de réservation.
- Elaboration et gestion du planning d'activités sur l'ensemble des plages d'ouverture.
- Accueil sur le site mis à la disposition par la municipalité de Treize Vents
- Achat du matériel nécessaire pour l'activité (fourniture, alimentation, ...)
- Organisation d'actions d'autofinancement.

L'association Calypso gère également la partie administrative suivante :

- Déclaration des données auprès de la CAF.
- La facturation auprès des familles
- Le suivi comptable de l'espace jeunes et de l'accueil de loisirs adolescents.

Article 3 : Fonctionnement

L'espace est ouvert :
En période scolaire :
Le mercredi de 14h à 18h
Un vendredi par période entre deux vacances scolaires de 18h30 à 22h30
En période de vacances :
L'équivalent de 3 à 4 demi-journées par semaine. En fonction du planning l'ouverture pourra se faire en après-midi, en journée ou en soirée.
Des sorties à la demi-journée ou journée pourront être proposés.
Un séjour court se déroulera pendant la période estivale.
Des activités spécifiques peuvent se réaliser uniquement pour les plus de 14 ans.

Article 4 : Encadrement

Sur toutes les plages d'ouverture, l'association Calypso met un animateur diplômé BPJEPS pour l'encadrement sur l'espace jeunes dans la limite de la règlementation. Un deuxième animateur sera présent dès que le nombre de jeunes sera supérieur à 12. Ce deuxième animateur sera affecté à l'accueil de loisirs adolescents.
Le temps de travail du premier animateur est évalué à 0,33 ETP sur l'année. Le temps du deuxième animateur ne peut excéder 0,33 ETP sur l'année.
En cas de besoin et selon les activités d'autres animateurs pourront venir compléter l'équipe.

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260917-20260917D04-DE

Article 5 : Assurances

L'association Calypso a souscrit une assurance responsabilité civile pour l'ensemble de ses activités ainsi qu'une assurance en tant que locataire du local mis à disposition par la municipalité de Treize vents.

Article 6 : Ménage

La municipalité de Treize Vents s'engage à prendre en charge le ménage du local.

Article 7 : Budget

Le coût de fonctionnement de l'espace jeunes et de l'accueil de loisirs se répartit de la façon suivante :
Une adhésion annuelle par jeune.
Une participation financière demandée à chaque jeune participant pour certaines activités. Cette participation est justifiée par :

- Un coût pédagogique plus important (bowling, patinoire, laser game, karting ...)
- Des frais de restauration (soirée pizza, soirée Mac Do ...)
- Un déplacement en minibus ou en car
- Un ou plusieurs animateurs supplémentaires

(Le tarif sera mentionné sur le programme d'activité, il comportera deux tranches de quotient familial sauf pour les soirées repas.)
Le résultat des actions d'autofinancement
Une subvention de la CAF pour l'espace jeunes.
Une subvention de la CAF pour l'accueil de loisirs adolescents.
Une subvention de la municipalité de Mallièvre.
Une subvention de la municipalité de Treize Vents.

Article 8 : Comité de pilotage

Un comité de pilotage composé des signataires de la convention, ainsi que des élus de Mallièvre, se réunira a minima une fois par an pour évoquer le fonctionnement de l'Espace Jeunes, les effectifs, les projets en cours et à venir, le budget...
Toute personne compétente dans le domaine abordé par le comité de pilotage pourra être conviée.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal compétent.

La présente convention de 2 pages est établie en deux exemplaires originaux dont un est remis à chacune des parties

Pour La municipalité de Treize Vents
Marielle Dudognon-Hérault
Maire

Pour l'association Calypso
Laurent Dugast
Président

CALYPSO
ASSOCIATION
5 impasse de la Serge 85320 POUZAUGES
02 51 57 06 65 - www.calypsopouzauges.fr

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le 22/09/26
ID : 085-218502961-20260919-20260917D05-DE

COMMUNE DE TREIZE VENTS
TREIZE VENTS
85590

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le dix-sept septembre, à vingt heures, le Conseil Municipal de la commune de TREIZE-VENTS dûment convoqué le 11 septembre 2026, s'est réuni, en session ordinaire, à la salle du Conseil de la Mairie, sous la présidence de Madame DUDOGNON-HERAULT, Maire.

Nombre de conseillers en exercice 15
Nombre de conseillers présents 13
Absents excusés ayant donné pouvoir 1
Absents excusés 1

Présents : BABARIT Cyrille, BEAUFRETON Nicole, CHERON Marie-Eve, DUDOGNON-HERAULT Marielle, GOUSSE Marilyne, GUIBERT Patrice, HURTEAU Philippe, JADEAU Jean-Pierre, LARGER Caroline, MARTY Marthe, MORIN Maud, SEGUIN Manuella, WILLIAMSON Pierre.

Absents ayant donné pouvoir : POUDEROUX Renaud ayant donné pouvoir à WILLIAMSON Pierre

Absent excusé : PINEAU Stéphane

Secrétaire de séance : BABARIT Cyrille

OBJET : SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION CALYPSO

N°20260917D05

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2121-29,
Considérant le budget de la commune,

Madame le Maire fait part au Conseil Municipal de la demande de subvention reçue le 24 août 2026 de l'association Calypso pour le fonctionnement de l'espace jeunes, sis à Treize-Vents.

Le fonctionnement de l'Espace Jeunes est assuré par un financement reposant notamment sur :

- Les adhésions acquittées par les familles : une adhésion annuelle de 40 € pour les familles de TV/Mallièvre et 50 € pour les jeunes hors TV/Mallièvre ;
- Les participations financières demandées aux usagers pour certaines activités, sorties, séjours ou prestations spécifiques ;
- Les recettes issues des actions d'autofinancement ;
- Les aides et prestations versées par la Caisse d'Allocations Familiales : 50% des frais du salaire de l'animateur sur la base d'un tiers d'un équivalent temps plein pour l'espace jeunes + 0,92 € de l'heure de fréquentation et un bonus territoire pour l'accueil de loisirs adolescents
- Les participations financières des communes de Mallièvre et Treize-Vents

Conformément au budget présenté, la convention prévoit que la commune de Treize-Vents finance le fonctionnement de l'espace jeunes et de l'accueil de loisirs adolescents à hauteur de 8 355 € pour l'année 2026.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité des membres présents :

- D'ATTRIBUER une subvention de 8 355 € à Calypso pour le fonctionnement de l'espace jeunes

Les membres présents ont signé au registre

Le Secrétaire,
Cyrille BABARIT
Treize-Vents - 1er Adjoint
21 sept. 2026

Le Maire,
Marielle DUDOGNON-HERAULT
Marielle DUDOGNON-HERAULT
Maire de Treize-Vents
21 sept. 2026

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260919-20260917D05-DE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée de l'Ile Gloriette - 44000 NANTES - Tél. : 02.40.99.46.00.) dans un délai de deux mois à compter de sa notification et / ou de sa publication conformément à l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative.

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le 22/09/26
ID : 085-218502961-20260919-20260917D06-DE

COMMUNE DE TREIZE VENTS TREIZE VENTS 85590	EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le dix-sept septembre, à vingt heures, le Conseil Municipal de la commune de TREIZE-VENTS dûment convoqué le 11 septembre 2026, s'est réuni, en session ordinaire, à la salle du Conseil de la Mairie, sous la présidence de Madame DUDOGNON-HERAULT, Maire.

Nombre de conseillers en exercice 15
Nombre de conseillers présents..... 13
Absents excusés ayant donné pouvoir..... 1
Absents excusés 1

Présents : BABARIT Cyrille, BEAUFRETON Nicole, CHERON Marie-Eve, DUDOGNON-HERAULT Marielle, GOUSSE Marilyne, GUIBERT Patrice, HURTEAU Philippe, JADEAU Jean-Pierre, LARGER Caroline, MARTY Marthe, MORIN Maud, SEGUIN Manuella, WILLIAMSON Pierre.

Absents ayant donné pouvoir : POUDEROUX Renaud ayant donné pouvoir à WILLIAMSON Pierre

Absent excusé : PINEAU Stéphane

Secrétaire de séance : BABARIT Cyrille

OBJET : CONVENTION D'ADHESION AU SERVICE DE MEDECINE DU TRAVAIL DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA VENDEE N°20260917D06

Vu le Code général de la fonction publique,
Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale
Vu la proposition de convention d'adhésion au service de médecine du travail du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Vendée ;

Madame le Maire rappelle que la surveillance médicale des agents territoriaux constitue une obligation réglementaire à laquelle la collectivité est tenue de satisfaire. À ce titre, les collectivités et établissements publics doivent bénéficier d'un service de médecine du travail permettant d'assurer le suivi médical de leurs agents.

Dans ce cadre, le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Vendée propose aux collectivités d'adhérer à son service de médecine du travail. Ce service leur permet d'assurer le suivi médical réglementaire de leurs agents tout en bénéficiant d'un accompagnement et de conseils en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail.

La convention d'adhésion a pour objet de définir les modalités d'organisation et de financement du service de médecine du travail du Centre de gestion, ainsi que les engagements respectifs des parties.

Le service de médecine du travail assure notamment la programmation et la réalisation des visites d'information et de prévention, qu'elles soient initiales ou périodiques, ainsi que des visites médicales réalisées à la demande de l'autorité territoriale ou de l'agent.

Il a également pour mission de conseiller les employeurs territoriaux, les agents et leurs représentants afin de contribuer à l'amélioration des conditions de travail, à la prévention des risques professionnels et à la protection de la santé des agents.

Pour les collectivités affiliées, l'adhésion au service de médecine du travail du Centre de gestion donne lieu à une participation financière composée :

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260919-20260917D06-DE

- D'une cotisation annuelle forfaitaire calculée sur la base de la masse salariale de la collectivité ou de l'établissement. À titre indicatif, le taux de cotisation fixé pour l'année 2026 s'élève à 0,18 % de la masse salariale ;

- D'une facturation complémentaire établie en fonction du nombre de visites médicales réalisées, quelle qu'en soit la nature. À titre indicatif, le tarif applicable pour l'année 2026 est fixé à 46 € par visite.

Ces montants sont révisés annuellement par le Conseil d'administration du Centre de gestion, au regard du bilan financier analytique du service. Les nouveaux tarifs sont arrêtés avant le 30 novembre de chaque année pour une entrée en vigueur au 1er janvier de l'année suivante.

Pour les collectivités non affiliées, le montant de la participation due par la collectivité en contrepartie des prestations fournies par le service de médecine du travail correspond à une facturation en fonction du nombre de visites effectuées dans la collectivité, quelle qu'en soit la nature. Le montant facturé pour l'exercice 2026 est de 110 € par visite.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'adhérer à cette prestation et d'approuver la convention correspondante.

Après avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal décide :

- D'ADHERER au service de médecine du travail proposé par le Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de la Vendée ;
- D'APPROUVER les termes de la convention correspondante, dont le projet est annexé à la présente délibération ;
- D'AUTORISER Madame le Maire à signer ladite convention ;
- DE PREVOIR les crédits nécessaires au budget de la commune.

Les membres présents ont signé au registre

Le Secrétaire,
Cyrille BABARIT
Treize-Vents - 1er Adjoint
21 sept. 2026

Le Maire,
Marielle DUDOGNON-HERAULT
Maire de Treize-Vents
21 sept. 2026

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée de l'Ile Gloriette - 44000 NANTES - Tél. : 02.40.99.46.00.) dans un délai de deux mois à compter de sa notification et / ou de sa publication conformément à l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative.

CDG 85
Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Vendée

Maison des Communes

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le 22/09/26
ID : 085-218502961-20260919-20260917D06-DE

CONVENTION D'ADHÉSION AU SERVICE DE MÉDECINE DU TRAVAIL DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA VENDÉE

ENTRE :

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Vendée, 65 rue Kepler, CS 60239, 85000 LA ROCHE-SUR-YON (SIRET : 288 500 028 00023),
Représenté par son Président, Monsieur Eric HERVOUET, dûment habilité par délibération du Conseil d'administration n° 20260427-13 en date du 27 avril 2026,
Ci-après désigné le Centre de Gestion,

ET :

La commune de Treize-Vents, 27 Rue Rémy René Bazin 85590 Treize-Vents,
Représentée par son Maire, Madame Marielle DUDOGNON-HERAULT, dûment mandatée par délibération du Conseil Municipal n°..... du 17 septembre 2026.
Ci-après désignée la collectivité

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L812-3 à L812-5,
Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale, notamment ses articles 10 à 26-1.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités organisationnelles et financières du service de médecine du travail du Centre de gestion et de définir les obligations de chacune des parties.

ARTICLE 2. DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 12 mois renouvelable, à compter de sa signature par la dernière partie. Elle est renouvelable par tacite reconduction, par période de 12 mois, jusqu'à la date limite du 31 décembre 2033.

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260919-20260917D06-DE

ARTICLE 3. NATURE DE LA PRESTATION

1-Surveillance médicale

La surveillance médicale des agents constitue une obligation réglementaire à laquelle la collectivité doit se conformer.

Le service de médecine du travail vérifie la compatibilité de l'état de santé de l'agent avec les conditions de travail liées au poste occupé par celui-ci et prévient les risques professionnels.

À ce titre, chaque agent bénéficie de visites d'information et de prévention tout au long de sa carrière.

Les objectifs des visites d'information et de prévention sont :

- Évaluer l'état de santé de l'agent,
- Informer sur les risques liés au poste,
- Sensibiliser aux mesures de prévention,
- Détecter la nécessité d'un suivi médical approfondi et prescrire, si nécessaire, des examens complémentaires,
- Informer sur les droits et modalités de suivi (dont visite à la demande).

Les visites sont réalisées selon un protocole formalisé par l'équipe pluridisciplinaire du service de médecine du travail (médecins du travail, médecins collaborateurs, infirmiers en santé au travail, psychologues du travail).

Les visites d'information et de prévention obligatoires et leur fréquence :

- Visite d'embauche dans les 3 mois suivant la prise de poste,
- Visite périodique au minimum tous les 5 ans, sauf pour les agents en suivi renforcé, pour lesquels une visite est organisée tous les 2 ans,
- Visite après un arrêt de travail (Congé longue maladie, longue durée, grave maladie ; Congé maternité ou parental ; Accident de travail ou maladie professionnelle > 30 jours d'arrêt ; Congé de maladie ordinaire > 90 jours).

Le classement des agents en suivi renforcé est réalisé par le service de médecine du travail, selon les critères mentionnés dans la réglementation et selon les spécificités décidées par les médecins et définies dans le protocole.

La visite réalisée par le service de médecine du travail ne constitue pas une visite d'aptitude, celle-ci relevant exclusivement de médecins agréés.

Autres types de visites :

- Visites à la demande de l'employeur à tout moment,
- Visites à la demande de l'agent, sans que l'autorité territoriale en soit informée,
- Visites spécifiques de suivi d'exposition à des risques spécifiques (Exemple : Visites spécifiques dédiées au suivi post-exposition à la Silice), des visites de mi-carrière ou de fin de carrière,
- Visites avec le psychologue du travail pour créer un espace d'écoute, aider à la prise de recul et orienter vers les dispositifs adaptés si nécessaire.

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260919-20260917D06-DE

2-Mission de conseils et d'actions en milieu du travail

Le service de médecine du travail a pour mission principale de conseiller l'autorité territoriale, les agents et leurs représentants, afin d'améliorer les conditions de travail, prévenir les risques professionnels et protéger la santé des agents. Il intervient notamment sur l'adaptation des postes, l'hygiène des locaux, la prévention des accidents et maladies, ainsi que l'information sanitaire.

Il est également associé à des projets et démarches, comme les aménagements de locaux, l'utilisation de produits dangereux, les actions de formation en santé-sécurité, les études épidémiologiques et l'évaluation des risques. Il participe aussi aux instances consultatives en matière de santé et de conditions de travail (Comité social territorial, Formation spécialisée en santé et sécurité au travail et Conseils médicaux).

Enfin, le médecin du travail peut réaliser ou faire réaliser des études de poste, proposer des aménagements et des mesures de prévention, demander des analyses techniques et alerter l'employeur sur les risques pour la santé des agents liés au travail.

ARTICLE 4. MODALITÉS DE L'INTERVENTION

1-Planification des visites et suivis

Le service de médecine du travail organise, en lien avec la collectivité, la planification des visites médicales et des actions de suivi des agents, conformément à la réglementation en vigueur.

La collectivité ou l'établissement s'engage à transmettre au service toutes les informations nécessaires à l'organisation de ces visites (effectifs, postes, situations particulières, etc.) et à faciliter la convocation des agents.

Les visites sont programmées selon les périodicités réglementaires ou en fonction des besoins identifiés, notamment dans le cadre du suivi individuel de l'état de santé des agents.

À l'issue de chaque visite, une fiche de visite est établie et transmise à la collectivité. Elle atteste de la présence de l'agent et peut comporter des recommandations, notamment en matière d'aménagement de poste ou de restrictions.

2-Lieux de visite

Les visites médicales sont réalisées dans les locaux du service de médecine du travail ou dans des locaux territoriaux mis à disposition dans le cadre de conventions. Les lieux de visite sont définis par le service de médecine du travail, selon des critères de qualité garantissant de bonnes conditions d'exercice pour l'équipe médicale et un accueil adapté des agents.

En pratique, il est prévu en moyenne un lieu de visite par communauté de communes pour les visites réalisées par les infirmiers, tandis que les médecins du travail interviennent sur des sites pérennes (à titre indicatif en 2026, 7 lieux pérennes existent : La Roche sur Yon, Les Herbiers, Montaigu, Fontenay le Comte, Challans, Luçon, Talmont Saint Hilaire).

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260919-20260917D06-DE

Des interventions sur site peuvent également être organisées dans le cadre d'actions en milieu de travail.

3-Conditions d'exercice de l'équipe médicale

Le service de médecine du travail repose sur une équipe pluridisciplinaire (médecins, infirmiers, psychologues, secrétariat médical), appuyée par les pôles d'expertise du Centre de Gestion (ergonomie, prévention des risques, handicap, conseil en organisation, conseil en évolution professionnel, secrétariat des instances médicales, conseil statutaire, ...).

L'équipe exerce en toute indépendance, dans le respect des règles déontologiques, du secret médical et dans le cadre d'un protocole formalisé.

Le médecin peut formuler des avis (aménagements de poste, restrictions médicales, inaptitude temporaire ou définitive à un poste). Tout refus de ces avis par la collectivité doit être motivé par écrit auprès de médecin et porté à la connaissance des instances compétentes (CST ou F3SCT).

ARTICLE 5. CONDITIONS FINANCIÈRES

Pour les collectivités affiliées, le montant de la participation due par la collectivité en contrepartie des prestations fournies par le service de médecine du travail se décompose comme suit :

- une participation forfaitaire sous forme de cotisation annuelle ayant pour base la même masse salariale que celle qui sert d'assiette aux cotisations dues au Centre de Gestion au titre de l'adhésion aux missions obligatoires et facultatives (via l'outil net-cotisation). A titre indicatif, le taux de cotisation 2026 pour l'adhésion au service de médecine du travail s'élève à 0,18 %. Ce taux est revu chaque année par le Conseil d'Administration du Centre de Gestion en fonction du bilan financier analytique du service, avant le 30 novembre de chaque année pour une application au 1er janvier de l'année suivante. La participation forfaitaire comprend les actions obligatoires en milieu du travail.

- une facturation au nombre de visites effectuées dans la collectivité, quelle qu'en soit la nature. A titre indicatif, le montant facturé pour l'exercice 2026 est de 46 € par visite. Ce montant est revu chaque année par le Conseil d'Administration du Centre de Gestion en fonction du bilan financier analytique du service avant le 30 novembre de chaque année pour une application au 1er janvier de l'année suivante.

Pour les collectivités non affiliées, le montant de la participation due par la collectivité en contrepartie des prestations fournies par le service de médecine du travail correspond à une facturation en fonction du nombre de visites effectuées dans la collectivité, quelle qu'en soit la nature. Le montant facturé pour l'exercice 2026 est de 110 € par visite.

Afin de couvrir l'évolution des charges de fonctionnement du service, le montant de cette participation et le forfait de la visite seront revus chaque année et pourra faire

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260919-20260917D06-DE

l'objet d'une réévaluation annuelle, décidée par le Conseil d'Administration du Centre de Gestion et notifiée à la collectivité. Cette dernière aura alors la possibilité, en cas de désaccord, de résilier la présente convention dans les quinze jours qui suivent la réception de la notification.

Le recouvrement des prestations dues à la réalisation des visites par l'équipe médicale est assuré par le Centre de Gestion chaque mois à terme échu, en fonction du nombre de visites effectuées et du tarif en vigueur.

La collectivité ou l'établissement prend en charge le coût des examens complémentaires prescrits par le service de médecine du travail dans le cadre du suivi médical des agents.

ARTICLE 6. OBLIGATIONS DES PARTIES

1. Obligations communes aux parties

Protection des données à caractère personnel

La collectivité ou l''établissement et le Centre de Gestion se conforment au règlement général sur la protection des données UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, et collaborent de bonne foi à cette fin dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Les parties s'engagent à respecter la confidentialité des données transmises. Notamment, les données à caractère personnel relatives à tout agent, transmises par la collectivité ou l''établissement, restent strictement confidentielles et ne font l'objet d'aucune divulgation par le Centre de Gestion.

Les données à caractère personnel recueillies ne le sont que dans l'objectif de traitement du dossier de l'agent concerné par le Centre de Gestion. Ce traitement est mis en œuvre dans le cadre de l'exécution d'une mission d'intérêt public au sens du RGPD.

Conformément à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, tout agent bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui le concernent. Dans la mesure où la collectivité ou l''établissement avise le Centre de Gestion le cas échéant, en procédant à la transmission des données concernées.

2. Obligations de la collectivité ou l''établissement

La collectivité ou l'établissement s'engage à :

- Désigner une personne ou un service référent pour le suivi médical des agents
- Mettre à jour régulièrement la liste de ses agents et transmettre l'information au service de médecine du travail
- Suivre et organiser les visites médicales obligatoires des agents en lien avec le service de médecine du travail
- Transmettre les fiches de poste et tous les documents obligatoires listés en amont des visites

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260919-20260917D06-DE

- Organiser les visites sur le temps de travail des agents, le cas échéant avoir l'accord de l'agent au préalable
- Pour les visites à la demande, préciser l'objet de la demande, la situation de l'agent et informer l'agent du but de la visite
- Faire part de toute annulation de visites 48 heures avant la date prévue, à l'issue de ce délais chaque visite sera facturée à la collectivité sauf cas de circonstances exceptionnelles ou de force majeure, étudiées au cas par cas
- Prendre contact avec le service de médecine pour échanger sur les situations particulières ou les avis formulés nécessitant un éclairage
- Informer par courrier le médecin du travail de tout avis formulé qui ne serait pas respecté
- Accorder toutes facilités au service de médecine du travail pour exercer pleinement ses missions
- Transmettre au service de médecine du travail, dans les meilleurs délais, des informations concernant la survenance d'un accident de service grave et d'un danger grave ou imminent,
- Inviter systématiquement le médecin du travail aux réunions de la F3SCT, ou à défaut du CST compétent, dans des délais raisonnables,

La responsabilité de la mise en œuvre des recommandations, avis ou suggestions formulés par le service de médecine du travail appartient à l'autorité territoriale.

3. Obligations du Centre de Gestion

Le Centre de Gestion s'engage à mener à bien les visites médicales ou les actions en milieu du travail dans les délais prévus, sauf évènement (congé maladie, accident du travail…) rendant impossible l'exécution de l'action ou de la visite. Dans cette hypothèse, le Centre de Gestion prévient la collectivité ou l'établissement en cas d'empêchement dans les 24 heures ouvrées avant le début de l'intervention.

Le service de médecine du travail préserve la confidentialité quant aux données recueillies relatives à son domaine d'intervention et respecte les principes déontologiques auxquels sont soumis l'équipe médicale et tous les agents publics, notamment l'obligation de secret médical et de discrétion.

ARTICLE 7. MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toutes modifications des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, feront l'objet d'avenant.

ARTICLE 8. RÉSILIATION

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties, moyennant un préavis de trente (30) jours, adressé par écrit et notifié à l'autre partie, en cas de manquement à ses obligations.
Comme indiqué à l'article 5, la collectivité a également la possibilité, en cas de désaccord sur la réévaluation des tarifs pratiqués, de résilier la présente convention dans un délai de quinze jours suivant la réception de la notification de ladite réévaluation.

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260919-20260917D06-DE

ARTICLE 9. RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige survenant entre les parties à l'occasion de l'exécution de la présente convention, il sera soumis à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Nantes, 6, Allée de l'Ile Gloriette 44041 NANTES CEDEX. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Le Président
du Centre de Gestion,

Le Maire
de la Commune de Treize-Vents,

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le 22/09/26
ID : 085-218502961-20260917-20260917D07-DE

COMMUNE DE TREIZE VENTS
TREIZE VENTS
85590

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le dix-sept septembre, à vingt heures, le Conseil Municipal de la commune de TREIZE-VENTS dûment convoqué le 11 septembre 2026, s'est réuni, en session ordinaire, à la salle du Conseil de la Mairie, sous la présidence de Madame DUDOGNON-HERAULT, Maire.

Nombre de conseillers en exercice 15
Nombre de conseillers présents..... 13
Absents excusés ayant donné pouvoir..... 1
Absents excusés 1

Présents : BABARIT Cyrille, BEAUFRETON Nicole, CHERON Marie-Eve, DUDOGNON-HERAULT Marielle, GOUSSE Marilyne, GUIBERT Patrice, HURTEAU Philippe, JADEAU Jean-Pierre, LARGER Caroline, MARTY Marthe, MORIN Maud, SEGUIN Manuella, WILLIAMSON Pierre.

Absents ayant donné pouvoir : POUDEROUX Renaud ayant donné pouvoir à WILLIAMSON Pierre

Absent excusé : PINEAU Stéphane

Secrétaire de séance : BABARIT Cyrille

OBJET : ADHESION A LA PRESTATION « MISSIONS TEMPORAIRES » DU CENTRE DE GESTION DE LA VENDEE N°20260917D07

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L334-3, L452-30 et L452-44,
VU le décret n° 88-145, du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,
VU le décret n°2015-1912 du 29 décembre 2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,
VU les délibérations en date des 6 février 1995, 25 novembre 1997, 24 septembre 2012, 19 novembre 2014 régissant les modalités de fonctionnement de l'Unité Missions Temporaires du service Emploi,
VU la délibération n° DEL-20171127-04 du conseil d'administration du Centre de Gestion du 27 novembre 2017 portant réévaluation des tarifs des prestations à compter de l'année 2018,

Madame le Maire expose à l'assemblée :

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Vendée propose aux collectivités territoriales et établissements publics de son ressort un service de remplacement, rattaché au service Emploi.
Cette prestation a pour objectif de mettre à disposition des collectivités qui la sollicitent, un personnel compétent pour effectuer des remplacements d'agents titulaires momentanément absents ou pour satisfaire une mission temporaire (besoin saisonnier, accroissement temporaire d'activités...). Ces mises à disposition peuvent s'effectuer auprès de collectivités ou établissements affiliés ou non affiliés.

En cas de recours à la prestation, le Centre de Gestion échange avec la collectivité pour définir le temps de travail et la rémunération de l'agent.
Le Centre de Gestion, employeur de l'agent, gère :
- Les formalités administratives relatives au recrutement,
- La rédaction du contrat,
- Les formalités administratives,
- La gestion de la paie.

Il existe deux prestations, auxquelles s'appliquent deux taux différents, délibérés par le Conseil d'administration du Centre de gestion chaque année, à savoir :
- Le portage : la collectivité dispose du candidat et confie la gestion administrative du contrat au Centre de Gestion,
- La recherche : la collectivité confie au Centre Gestion la recherche du candidat et la gestion administrative.

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260917-20260917D07-DE

Les dépenses engagées par le Centre de Gestion dans le cadre de l'exercice de cette mission complémentaire à caractère facultatif sont prises en charge conformément aux modalités définies par une convention spécifique, conclue pour chaque mission. Cette convention en précise l'objet, la durée et le coût, incluant le remboursement de la rémunération de l'agent mis à disposition, des charges sociales afférentes, ainsi que des frais de gestion…

Les taux des frais de gestion sont votés chaque année en Conseil d'Administration du Centre de Gestion et transmis à la collectivité en cas de modification.

Madame le Maire propose d'adhérer à cette prestation facultative.

Après avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal décide :

- D'ADHERER à la prestation « missions temporaires » du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Vendée, à compter du 1er octobre 2026, et pour la durée du mandat en cours,
- DE DONNER MISSION à Madame le Maire pour solliciter ce service en fonction des besoins de la collectivité,
- D'AUTORISER Madame le Maire, les conventions, contrats et tout document y afférant ;
- D'INSCRIRE les crédits nécessaires au règlement des sommes dues au centre de gestion au titre de la présente prestation et en cas de besoin.

Les membres présents ont signé au registre

Le Secrétaire,
Cyrille BABARIT
Treize-Vents - 1er Adjoint
21 sept. 2026

Le Maire,
Marielle DUDOGNON-HERAULT
Maire de Treize-Vents
21 sept. 2026

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée de l'Ile Gloriette - 44000 NANTES - Tél. : 02.40.99.46.00.) dans un délai de deux mois à compter de sa notification et / ou de sa publication conformément à l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative.

CDG 85
Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Vendée
Maison des Communes

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le 22/09/26
ID : 085-218502961-20260919-20260917D08-DE

CONVENTION CADRE DE RECOURS À LA PRESTATION PAIE D'URGENCE ASSURÉE PAR LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA VENDÉE

Entre

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Vendée, 65 rue Kepler, CS 60239, 85006 LA ROCHE-SUR-YON cedex (SIRET : 288 500 028 00023),
Représenté par son Président, Monsieur Eric HERVOUET, dûment habilité par délibération du Conseil d'administration en date du 16 juillet 2024,

Ci-après désigné « Centre de Gestion »,

Et

La commune de Treize-Vents, 27 Rue Rémy René Bazin 85590 Treize-Vents,
Représentée par son Maire, Madame Marielle DUDOGNON-HERAULT, dûment mandatée par délibération du Conseil Municipal n°..... du 17 septembre 2026.

Ci-après désignée « la collectivité »

PREAMBULE

Dans le cadre de ses prestations paie, le Centre de Gestion propose une prestation de traitement de la paie dite « d'urgence ». Celle-ci vise à assurer le traitement de la paie de la collectivité, dans le cas de l'absence soudaine et imprévisible de son ou ses agents en charge du traitement de la paie.

L'objet de la présente convention cadre est de définir les grandes modalités de recours à cette prestation et d'autoriser les autorités territoriales susmentionnées à signer des conventions spécifiques postérieures, fixant les conditions pratiques d'exécution de la prestation. Ces mêmes conventions spécifiques s'appuient sur une offre présentée par le Centre de Gestion à la collectivité.
Ainsi, lorsque le besoin de recourir à cette prestation se présentera, ces conventions spécifiques pourront être conclues sans nécessiter de nouvelles délibérations concordantes des deux parties, leur permettant de réduire les délais de recours effectif à la prestation et répondre au mieux à son caractère d'urgence.

La conclusion de la présente convention cadre constitue une adhésion à la prestation de paie d'urgence, sans obligation ultérieure de recours effectif à celle-ci.

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA VENDÉE
Maison des Communes de la Vendée
65 rue Kepler – CS 60239 – 85006 La Roche-sur-Yon cedex
Tél. : 02 51 44 50 60 – e-mail : direction@cdg85.fr
www.maisondescommunes85.fr

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260919-20260917D08-DE

Préalablement au recours à la prestation paie d'urgence du Centre de Gestion, la collectivité adresse sa demande à son éditeur de logiciel ainsi que, le cas échéant, à e-Collectivités s'il en est adhérent. En effet, ceux-ci peuvent proposer un premier niveau de réponse, parfois suffisant pour pallier la difficulté rencontrée.

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L452-40,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet
La présente convention cadre a pour objet de définir les conditions générales de réalisation de la prestation paie d'urgence du Centre de Gestion.
Les conditions spécifiques de réalisation de ladite prestation sont fixées dans le modèle de convention spécifique annexé à la présente convention cadre.

Article 2 – Durée
La présente convention est conclue pour une durée de cinq (5) ans ferme, à compter de sa signature par la dernière partie.

Article 3 – Cas de recours
La prestation paie d'urgence vise à assurer le traitement de la paie pour le compte de la collectivité, dans les cas de :

- Indisponibilité de l'agent en charge du traitement de la paie pour congés de maladie ordinaire,
- Difficulté de recrutement sur le poste comprenant les missions de traitement de la paie,
- Dans l'attente de l'arrivée du fonctionnaire recruté sur le poste comprenant les missions de traitement de la paie,
- Recrutement d'un agent afin de remplacer l'agent en charge du traitement de la paie, lorsqu'il ne dispose pas des compétences nécessaires en matière de traitement de la paie,
- Surcroît ponctuel dû à un problème technique ou à un projet ponctuel, nécessitant une décharge ponctuelle de l'agent responsable du traitement de la paie,
- Sur recommandation du Centre de Gestion, dans le cas où la collectivité solliciterait une adhésion à la prestation paie « à façon » du Centre de Gestion, dans l'attente de la résolution des problématiques relevées par le Centre de Gestion au cours de son étude de faisabilité.

Ne relèvent pas de la présente convention les absences prévisibles des agents en charge du traitement de la paie, à l'image des congés annuels.

Article 4 – Périmètre des missions
Le périmètre des missions est fixé par la convention spécifique conclue entre la collectivité et le Centre de Gestion.
La présence d'un interlocuteur sur la collectivité est requise pour :

- Se connecter à Teamviewer, fournir au service Paie le code identifiant et le mot de passe pour autoriser le contrôle à distance,
- Pouvoir accéder, sur le poste utilisé, aux dossiers dématérialisés :

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260919-20260917D08-DE

- Contenant les documents nécessaires aux interventions,
- Contenant les procédures d'utilisation du logiciel de paie, de finances et toutes autres procédures facilitant les interventions,

- Les codes et mots de passe seront directement saisis par l'interlocuteur de la collectivité pour les différents logiciels,
- Les coordonnées du prestataire des logiciels, l'aspect assistance technique logiciel étant assuré par l'éditeur.

Lors de la connexion, la fenêtre du poste utilisé du côté de la collectivité ne doit pas se fermer sinon la fenêtre du côté du service Paie est figée.

Toute demande de modification de la collectivité concernant les dates d'intervention sera étudiée. Néanmoins le service Paie se réserve le droit de ne pas pouvoir y donner une suite favorable. Dans la mesure du possible, le Centre de Gestion propose de nouveaux créneaux d'intervention au regard des contraintes organisationnelles de ses services.

En fonction des éléments contextuels, il est déterminé un ou plusieurs types d'accompagnement parmi les suivants :

1. **Accompagner la collectivité qui ne serait plus en mesure d'assurer une continuité de service pour la réalisation des paies de leurs agents :**
    a. **Phase découverte,**
    b. **Intervention : saisie et contrôle de la paie,**
    c. **Intervention : génération et contrôle de l'intégration comptable,**
    d. **Intervention : génération et contrôle de la DSN,**
2. **Accompagnement à la prise de poste de Gestionnaire de paie,**
3. **Accompagnement sur des dossiers complexes de paie.**

Article 5 – Conditions financières

La présente convention n'emporte pas d'incidences financières.
Concernant le tarif applicable aux prestations de paie d'urgence, le Conseil d'Administration du Centre de Gestion délibère chaque année (année N) sur le montant des tarifs applicables pour l'année N+1. Le Centre de Gestion transmet, lorsque ceux-ci connaissent une évolution, les nouveaux tarifs votés à la collectivité, afin de les appliquer à compter du 1er janvier de l'année N+1.
La facturation de la prestation s'établira sur la base des tarifs adoptés par le Conseil d'Administration au titre de l'année au cours de laquelle s'effectue l'intervention, en fonction du nombre d'heures effectivement réalisées.
À la fin de cette prestation, un avis des sommes à payer sera émis par le Centre de Gestion.

Article 6 – Obligations des parties

Article 6.1 – Obligations communes

La collectivité et le Centre de Gestion se conforment au règlement général sur la protection des données UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, et collaborent de bonne foi à cette fin dans le cadre de l'exécution de la présente convention.
Les parties s'engagent à respecter la confidentialité des données transmises. Notamment, les données à caractère personnel relatives à tout agent, transmises par la collectivité, restent strictement confidentielles et ne font l'objet d'aucune divulgation par le Centre de Gestion.
Les données à caractère personnel recueillies ne le sont que dans l'objectif de traitement de la paie par le Centre de Gestion.

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260919-20260917D08-DE

Conformément à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, tout agent bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui le concernent. Dans la mesure où la collectivité recevrait une demande d'un agent portant sur l'exercice de ce droit, elle en avise le Centre de Gestion, le cas échéant, en procédant à la transmission des données concernées.

Article 6.2 – Obligations de la collectivité
La collectivité s'engage à répondre à toute demande permettant d'établir l'offre du Centre de Gestion.
Également, la collectivité s'engage à fournir tous les éléments réclamés par le Centre de Gestion pour la réalisation de la prestation.
La collectivité s'assure de la fiabilité et de l'exactitude des éléments transmis au Centre de Gestion, ce dernier ne pouvant être considéré responsable d'une erreur due à des éléments initiaux erronés.
Dans le cadre de la réalisation de la prestation paie d'urgence, il s'engage à procéder au règlement des sommes dues au Centre de Gestion à réception de l'état des sommes à payer émis par le Centre de Gestion et déposé sur CHORUS, dans le respect du délai de paiement prévu par la loi.
La collectivité s'engage également à inscrire à son budget les crédits nécessaires au règlement des sommes dues au Centre de Gestion au titre de la présente convention et en cas de besoin, à créer et à mettre en recouvrement les impositions directes nécessaires pour assurer ce règlement.

Article 6.3 – Obligations du Centre de Gestion
Le Centre de Gestion s'engage à mener à bien la mission dans le délai prévu, sauf évènement (congé maladie, accident du travail…) rendant impossible l'exécution de la prestation. Dans cette hypothèse, le Centre de Gestion examinera avec l'établissement les conditions dans lesquelles il pourra être envisagé d'assurer l'intervention.
En cas de demande de report d'intervention par la collectivité, tout retard de paiement des indemnités et rémunérations ne pourra être reproché au Centre de Gestion.

Article 7 – Résiliation
La collectivité et le Centre de Gestion peuvent dénoncer la présente convention cadre, en adressant à l'autre partie un courrier recommandé avec accusé de réception, sous réserve du respect d'un délai de préavis de deux (2) mois.

Article 8 – Juridiction compétente
Le Président du Centre de Gestion certifie le caractère exécutoire de cette convention et informe que celle-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes - 6, Allée de l'Ile Gloriette 44041 NANTES CEDEX - ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr, dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

Pour le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Vendée,	**Pour La collectivité, Le Maire, Marielle DUDOGNON-HERAULT**

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le 22/09/26
ID : 085-218502961-20260919-20260917D08-DE

COMMUNE DE TREIZE VENTS
TREIZE VENTS
85590

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le dix-sept septembre, à vingt heures, le Conseil Municipal de la commune de TREIZE-VENTS dûment convoqué le 11 septembre 2026, s'est réuni, en session ordinaire, à la salle du Conseil de la Mairie, sous la présidence de Madame DUDOGNON-HERAULT, Maire.

Nombre de conseillers en exercice 15
Nombre de conseillers présents 13
Absents excusés ayant donné pouvoir 1
Absents excusés 1

Présents : BABARIT Cyrille, BEAUFRETON Nicole, CHERON Marie-Eve, DUDOGNON-HERAULT Marielle, GOUSSE Marilyne, GUIBERT Patrice, HURTEAU Philippe, JADEAU Jean-Pierre, LARGER Caroline, MARTY Marthe, MORIN Maud, SEGUIN Manuella, WILLIAMSON Pierre.

Absents ayant donné pouvoir : POUDEROUX Renaud ayant donné pouvoir à WILLIAMSON Pierre

Absent excusé : PINEAU Stéphane

Secrétaire de séance : BABARIT Cyrille

OBJET : CONVENTION DEFINISSANT LES MODALITES DE LA PRESTATION « PAIE D'URGENCE » ASSUREE PAR LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA VENDEE
N°20260917D08

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code général de la fonction publique ;
Vu la proposition de convention relative à la prestation de paie d'urgence transmise par le Centre de gestion ;

Madame le Maire expose à l'assemblée :

La gestion de la paie des agents territoriaux constitue une mission complexe. Elle requiert rigueur et fiabilité afin de garantir la conformité des bulletins et des déclarations obligatoires.
Dans certaines situations exceptionnelles (absence imprévue d'un agent, difficulté organisationnelle, indisponibilité temporaire du service), la continuité de cette mission peut être fragilisée.

Dans ce contexte, le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Vendée propose une prestation de « paie d'urgence » permettant d'assurer, de manière ponctuelle et temporaire, la réalisation de la paie des agents de la collectivité.
Cette prestation vise à garantir la continuité du service, sécuriser le processus de paie et éviter tout retard ou difficulté dans le versement des rémunérations et le respect des obligations déclaratives.
Elle repose sur des outils dématérialisés. Les échanges de données entre la collectivité et le Centre de gestion s'effectuent selon des modalités adaptées à la situation rencontrée, permettant une prise en charge rapide et sécurisée.

La convention cadre proposée, définit les modalités générales de recours à la prestation et permet d'autoriser la signature de conventions spécifiques fixant les conditions pratiques d'exécution.
Ces conventions, établies sur la base d'une offre du Centre de gestion, pourront être conclues sans nouvelle délibération afin de faciliter une mise en œuvre rapide adaptée aux situations d'urgence.

L'adhésion à la convention cadre n'entraîne pas d'obligation de recours effectif au service. Avant toute sollicitation, la collectivité est invitée à se rapprocher de son éditeur de logiciel et, le cas échéant, d'e-Collectivités, afin de bénéficier d'un premier niveau d'assistance.

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260919-20260917D08-DE

Ce dispositif permet ainsi de répondre efficacement à des besoins urgents tout en assurant la fiabilité des traitements réalisés.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'adhérer à cette prestation et d'approuver la convention correspondante.

Après avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal décide :

- D'ADHERER à la prestation de « paie d'urgence » proposée par le Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de la Vendée ;
- D'APPROUVER les termes de la convention cadre correspondante, dont le projet est annexé à la présente délibération ;
- D'AUTORISER Madame le Maire à signer ladite convention ainsi que toute convention spécifique ultérieure relative à la mise en œuvre de la prestation et tout document afférent ;
- DE PREVOIR les crédits nécessaires au budget de la commune ;

Les membres présents ont signé au registre

Le Secrétaire,
Cyrille BABARIT
Treize-Vents - 1er Adjoint
21 sept. 2026

Le Maire,
Marielle DUDOGNON-HERAULT
Maire de Treize-Vents
21 sept. 2026

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée de l'Ile Gloriette - 44000 NANTES - Tél. : 02.40.99.46.00.) dans un délai de deux mois à compter de sa notification et / ou de sa publication conformément à l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative.

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le 22/09/26
ID : 085-218502961-20260919-20260917D09-DE

COMMUNE DE TREIZE VENTS
TREIZE VENTS
85590

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le dix-sept septembre, à vingt heures, le Conseil Municipal de la commune de TREIZE-VENTS dûment convoqué le 11 septembre 2026, s'est réuni, en session ordinaire, à la salle du Conseil de la Mairie, sous la présidence de Madame DUDOGNON-HERAULT, Maire.

Nombre de conseillers en exercice 15
Nombre de conseillers présents..... 13
Absents excusés ayant donné pouvoir..... 1
Absents excusés 1

Présents : BABARIT Cyrille, BEAUFRETON Nicole, CHERON Marie-Eve, DUDOGNON-HERAULT Marielle, GOUSSE Marilyne, GUIBERT Patrice, HURTEAU Philippe, JADEAU Jean-Pierre, LARGER Caroline, MARTY Marthe, MORIN Maud, SEGUIN Manuella, WILLIAMSON Pierre.

Absents ayant donné pouvoir : POUDEROUX Renaud ayant donné pouvoir à WILLIAMSON Pierre

Absent excusé : PINEAU Stéphane

Secrétaire de séance : BABARIT Cyrille

OBJET : FIXATION DES TARIFS DES SALLES ET DU MATERIEL A COMPTER DU 1ER JANVIER 2027
N° 20260917D09

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Madame le Maire donne lecture des propositions de tarifs de location des salles communales et du matériel.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés, décide :

- DE FIXER les tarifs des salles et du matériel comme suit à compter du 1er janvier 2027 et ce, jusqu'à ce qu'une nouvelle délibération soit prise :

Salle Des Hirondelles (salle principale RDC - 100 personnes) - Caution 800 €	TREIZE-VENTS/ MALLIEVRE	EXTERIEUR
Buffet/repas	210,00 €	260,00 €
Réunion	100,00 €	100,00 €
Vin d'honneur	100,00 €	100,00 €
Forfait installation la veille à partir de 17h	50,00 €	50,00 €
Forfait remise en état de la salle le lendemain jusqu'à 10h	50,00 €	50,00 €
Salle des Hirondelles (salle de réunion à l'étage - 20 personnes) - Caution 800 €		
Réunion ou complément grande salle	50,00 €	50,00 €
Rang de Boules vin d'honneur		
	50,00 €	

Salle Belle-Vue - 80 personnes - Caution 800 €	TREIZE-VENTS/ MALLIEVRE	EXTERIEUR
Buffet/repas	210,00 €	260,00 €
Réunion	100,00 €	100,00 €
Vin d'honneur	100,00 €	100,00 €
Forfait installation la veille à partir de 17h	50,00 €	50,00 €
Forfait remise en état de la salle le lendemain jusqu'à 10h	50,00 €	50,00 €

Envoyé en préfecture le 21/09/2026
Reçu en préfecture le 21/09/2026
Publié le
ID : 085-218502961-20260919-20260917D09-DE

Salle du Prieuré - 20 personnes - Caution 800 €	TREIZE-VENTS/ MALLIEVRE	EXTERIEUR
Réunion	50,00€	50,00 €

Salle Lucie Macquart - Caution 1000 €	TREIZE-VENTS/ MALLIEVRE	EXTERIEUR
Particuliers et entreprises	450,00 €	
Associations (représentations lucratives)	110,00 €	
Forfait 2 jours associations	160,00 €	
Forfait à partir de 2 weekends consécutifs associations	260,00 €	
Résidence artistique - forfait jusqu'à 3 jours	370 € (+110 € par j. sup.)	

Salle de sport - Caution 500 €	TREIZE-VENTS MALLIEVRE	EXTERIEUR
Particuliers	190,00 €	190,00 €
Résidence artistique	100,00 €	100,00 €

Vidéoprojecteur - Caution 500 €	TREIZE-VENTS/MALLIEVRE	EXTERIEUR
Particuliers	40,00 €	x

- DE DIRE que la caution sera demandée à la remise des clés ou du vidéoprojecteur
- DE DIRE que le coût de la location sera majoré de 100 € si la salle était restituée non propre et/ou du coût des réparations en cas de dégradation
- DE FIXER les modalités de paiement comme suit :
    - Versement d'arrhes à la signature du contrat (50 % de la location), non remboursables en cas d'annulation sauf cas de force majeure.
    - Un avis des sommes à payer sera transmis pour le solde au locataire après l'utilisation de la salle.

Les membres présents ont signé au registre,

Le Secrétaire,
Cyrille BABARIT
Treize-Vents - 1er Adjoint
21 sept. 2026

Le Maire,
Marielle DUDOGNON-HERAULT
Maire de Treize-Vents
21 sept. 2026

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée de l'Ile Gloriette - 44000 NANTES - Tél. : 02.40.99.46.00.) dans un délai de deux mois à compter de sa notification et / ou de sa publication conformément à l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative.